



Commune mixte de Valbirse

Bévilard, le 11 septembre 2015

Madame, Monsieur,

Par la présente, nous vous convoquons à la prochaine séance du Conseil général qui se déroulera le

**lundi 28 septembre 2015 à 19h00,
à la salle communale de Malleray.**

Ordre du jour

1. Appel
2. Adoption du procès-verbal du 22 juin 2015
3. Déclaration de principe des groupes (art. 37)
4. Projet Espace-Birse
 - a) Approuver le plan d'aménagement des eaux Espace-Birse, sous réserve de l'acceptation du crédit d'engagement par les urnes
 - b) Préavisier le crédit d'engagement de fr. 2'150'000.- à l'attention du corps électoral
5. Approuver le nouveau Règlement sur les déchets
6. Approuver le nouveau Règlement concernant les allocations de fonctions, vacations, jetons de présences et autres indemnités
7. Approuver le nouveau Règlement sur le fonds de financement spécial relatif à la subvention pour la fusion
8. Election de deux membres à la Commission scolaire
9. Informations du Conseil communal
10. Informations du Président du Conseil général (art. 26, 28, 30, 32)
11. Questions orales

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL



Bévilard, le 10 septembre 2015

Séance du Conseil général
du 28 septembre 2015

No de réf :

Rapport du conseil communal

4. **Projet Espace-Birse – approuver le plan d'aménagement des eaux Espace-Birse, sous réserve de l'acceptation du crédit d'engagement par les urnes**
-

CADRE

La construction d'un nouveau quartier d'habitation sur la friche industrielle de l' « Ancienne Schäublin », soit la Zone à Planification Obligatoire (ZPO) Espace Birse, implique le réaménagement de la Birse, actuellement canalisée et sous – couverture à cet endroit.

La sécurité des personnes et des biens sur le site prévu doit être assurée, de sorte qu'il est nécessaire d'aménager la Birse pour se prémunir des dommages occasionnés par ses crues.

Pour atteindre cet objectif, l'aménagement de la Birse doit être étendu aussi bien à l'amont qu'à l'aval. Le périmètre du plan d'aménagement des eaux s'étend ainsi du pont de la Rue du Pont jusqu'à l'annexe de la boucherie « Krebs ».

Le plan d'aménagement des eaux doit également permettre la revitalisation de la Birse à l'intérieur du périmètre, compte tenu du potentiel d'amélioration et des contraintes existantes.

Enfin le plan d'aménagement doit valoriser la qualité paysagère et sociale de la rivière.

BASES LÉGALES PRINCIPALES

Loi fédérale du 21 juin 1991 sur l'aménagement des cours d'eau (LACE)

Ordonnance du 2 novembre 1994 sur l'aménagement des cours d'eau (OACE)
Loi fédérale du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux (LEaux)
Ordonnance du 28 octobre 1998 sur la protection des eaux (Oeaux)
Loi du 14 février 1989 sur l'entretien et sur l'aménagement des eaux (Loi sur l'aménagement des eaux, LAE),
Ordonnance du 15 novembre 1989 sur l'aménagement des eaux (OAE)

AMÉNAGEMENTS PROPOSÉS

Secteur à l'amont :

- *Elargissement en rive gauche, création d'une berge semi – naturelle et modelages de terrain en rive droite.*
- *Reconstructions ponctuelles d'enrochements qui présentent un signe d'érosion menaçant la stabilité des berges.*
- *Modelages de terrain en rive gauche.*
- *Surélévation de la passerelle métallique de la DC.*
- *Suppression du seuil existant vers la DC (transformation en rampe)> et adaptations des collecteurs.*
- *Rehaussement de la berge en rive droite et rehaussement du carrefour de la Rue de la Lignière.*
- *Pose de fenêtres et de portes étanches sur le bâtiment 19, sur la parcelle N°1074.*
- *Aménagement d'un cheminement piétonnier sur la parcelle N° 1062 (DC) permettant d'accéder à la Rue de la Lignère et au Collège depuis la route cantonale.*

Secteur du nouveau quartier

- *Suppression du seuil, suppression de l'obstacle à l'écoulement constitué par des conduites traversantes par déplacement et abaissement de ces dernières, aménagement d'une rampe*
- *Reconstruction du pont du collège avec une largeur de 9m.*
- *Mise à ciel ouvert avec élargissement en rive gauche et en rive droite et aménagement naturel du lit et des berges dans son tracé actuel sur la totalité du périmètre de la ZPO.*
- *Abaissement du lit existant dans la partie avale.*
- *Aménagement d'un cheminement en rive gauche permettant l'entretien de la berge et l'accès à l'eau.*
- *Aménagement d'un chemin piétonnier et cycliste en haut de la berge droite*
- *Préparation du terrain à bâtir par réglage du terrain.*

Secteur à l'aval

- *Elargissements en rive gauche*

- *Suppression des trois seuils à l'aval du pont de la Rue des Vannes, abaissement du lit existant et aménagement d'un profil en long avec quelques points fixes permettant d'avoir une pente variable sur ce tronçon.*
- *Renforcement des enrochements de protection à l'aval du pont des vannes.*
- *Construction d'un muret de protection en rive droite.*
- *Pose de fenêtres et de portes étanches sur le bâtiment. 34 sur la parcelle N°232*

COÛT ET FINANCEMENT

Le coût a été calculé à une précision de $\pm 10\%$ présente comme suit :

Amont ZPO	Rue du Pont - DC	237'360.00
	DC – Rue du Collège	141'720.00
	Nouveau Pont du Collège	302'680.00
ZPO	Nouveau Quartier	287'750.00
Aval ZPO	Chemenay - Passerelle Krebs	515'490.00
	Aménagements supplémentaires suite au dépôt public	55'000.00
TOTAL TRAVAUX BRUT arrondi		1'540'000.00
ACQUISITIONS DE TERRAIN		55'000.00
	Terrain à bâtir (200m ²)	40'000.00
	Frais de mutations et réabornements	15'000.00
HONORAIRES ET FRAIS DIVERS		215'000.00
	Honoraires pour PAE	45'000.00
	Honoraires pour projet et réalisation	150'000.00
	Réserve pour biologiste et géotechnicien	20'000.00
DIVERS env.10 %		180'000.00
TOTAL Hors taxes		1'990'000.00
TVA 8 % arrondie		160'000.00
TOTAL NET TTC		2'150'000.00

Espace Real Estate prend à sa charge la démolition de l'actuel canal de la Birse dans la ZPO (env. 185'000.- non compris dans les coûts ci-dessus).

Le plan d'aménagement des eaux est subventionné par le Canton et la Confédération à hauteur de 60% à 80%. Le nouveau pont du Collège (300'000.-) et les deux chemins (env. 50'000.-) ne sont pas subventionnés.

La part communale aux travaux se situe donc dans une fourchette comprise entre 710'000.- et 1'070'000.-.

La passerelle dans la ZPO n'est pas comprise dans ces coûts.

CONCLUSIONS

Ce plan permet de répondre aux exigences du plan directeur de la ZPO Espace Birse.

Ce projet permet également de répondre aux exigences en matière d'aménagement et de protection des eaux.

Il contribue par ailleurs à l'amélioration de la qualité des eaux de la Birse, ainsi qu'à la valorisation de la qualité paysagère et sociale des abords de la rivière.

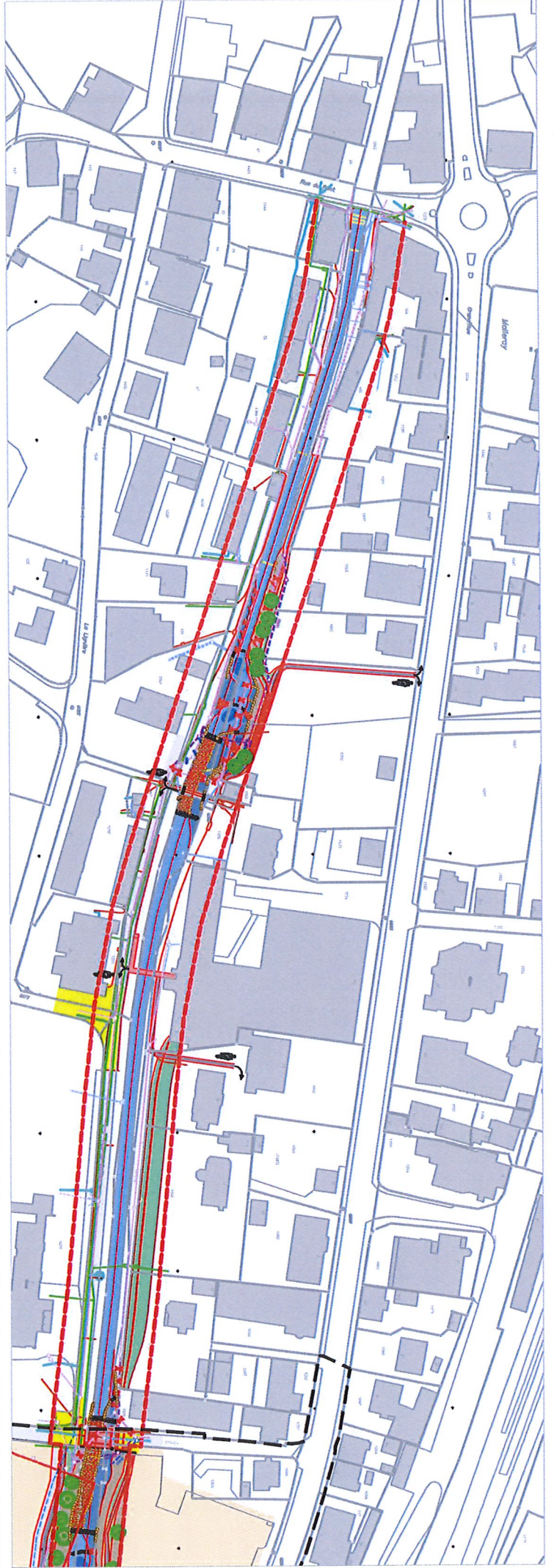
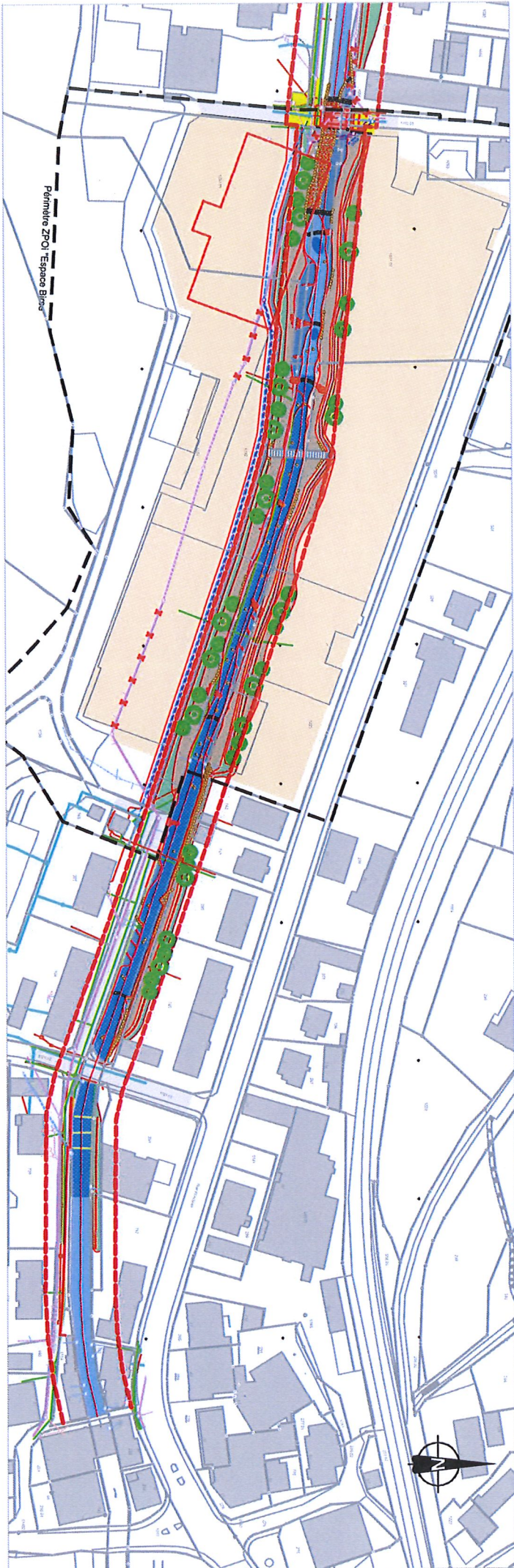
ECHÉANCIER

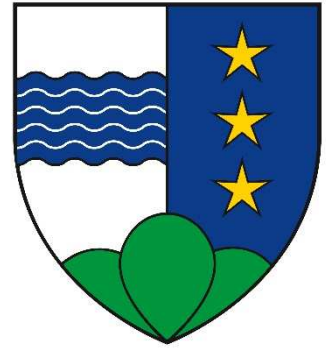
Si le crédit est accepté, les travaux se dérouleront en 2016 et 2017

PRÉAVIS DU CONSEIL COMMUNAL

Le Conseil communal estime que ces travaux sont nécessaires et prioritaires. Il vous recommande de voter OUI le 28 septembre 2015

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL





Règlement sur les déchets

de la commune mixte de

VALBIRSE

vu l'article 50, alinéa 1, de la loi du 16 mars 1998¹ sur les communes et l'article 32, alinéa 1, lettre e, de l'ordonnance du 11 février 2004 sur les déchets², édicte le présent règlement

I. Généralités

Tâches de la commune

Art. 1

¹ La commune exerce la surveillance de toutes les opérations d'élimination des déchets sur son territoire communal.

² Elle exécute la loi cantonale sur les déchets (LD)³, ses dispositions d'application et les décisions fondées sur ces textes législatifs, dans la mesure où l'exécution n'en incombe pas au canton.

³ Elle exécute en particulier les prescriptions relatives aux déchets suivants :

- a) déchets urbains (art. 10 LD),
- b) petites quantités de déchets spéciaux (art. 13, al. 2 LD),
- c) déchets de chantier (art. 14 LD),
- d) déchets animaux (art. 15 LD),
- e) objets hors d'usage (art. 16 LD).

⁴ Elle prend les mesures nécessaires, pour autant que le canton ne soit pas compétent.

⁵ Elle signale à l'OED les éléments suivants :

- a) constatations utiles se rapportant à la gestion des déchets lorsque le canton est responsable de l'exécution,
- b) principales mesures qu'elle prend, en particulier pour répondre à l'article 13, alinéa 2 LD.

⁶ Elle encourage toute mesure de réduction des déchets.

⁷ Elle tient compte de l'organisation décidée par CELTOR SA, notamment des collectes des ordures ménagères, des déchets compostables, des déchets encombrants combustibles, du papier, du carton, etc.

Service spécialisé

Art. 2

La commune désigne un service spécialisé (service technique Valbirse) en matière de déchets (art. 29, al. 4 LD). Il appartient à ce service de gérer l'élimination des déchets sur les plans technique et administratif, en tenant compte notamment des contrats entre CELTOR SA et les transporteurs.

¹ RSB 170.11

² RSB 822.111

³ RSB 822.1

Information

Art. 3

¹ La commune informe la population sur les questions relatives aux déchets, en particulier sur les possibilités de réduction et de valorisation des déchets, sur le service de collecte, sur les collectes sélectives, sur les catégories de déchets et sur leurs caractéristiques.

² Elle informe la population sur les jours de ramassage, ainsi que sur les collectes et les postes de collecte pour les déchets triés séparément.

³ Elle fournit des renseignements sur les questions relatives à l'élimination des déchets et publie des réglementations spéciales, notamment sur le ramassage des déchets les jours fériés ou sur l'organisation de collectes sélectives.

⁴ Dans la mesure où elle a trait à des activités assumées par CELTOR SA, l'information est préparée et validée en collaboration avec cette société ou par cette dernière directement.

Interdictions

Art. 4

¹ Il est interdit de jeter, de déposer ou d'abandonner des déchets en dehors des installations ou postes de collecte prévus à cet effet.

² Il est interdit de brûler des déchets à l'air libre⁴.

³ Le broyage des déchets en vue de les évacuer par les égouts est interdit.

II. Elimination

1. Déchets urbains

Définition

Art. 5

Sont considérés comme déchets urbains les déchets suivants :

- a) déchets provenant des habitations et de leurs abords, qui doivent régulièrement être enlevés pour des motifs de salubrité et d'ordre (ordures ménagères) ;
- b) déchets assimilables aux ordures ménagères de par leur composition, mais qui ne peuvent être ramassés au moyen des contenants usuels de collecte des ordures ménagères en raison de leur encombrement (déchets encombrants) ;
- c) déchets provenant des entreprises de l'industrie, de l'artisanat et du tertiaire, assimilables à des ordures ménagères ;

⁴ L'incinération de déchets dans des installations de combustion est régie par les prescriptions de la législation sur la protection de l'air.

d) matières valorisables contenues dans les ordures ménagères et collectées séparément par la commune ou confiées à CELTOR SA (art. 7).

Obligation d'utilisation

Art. 6

¹ Toute personne est tenue, dans le cadre du présent règlement et des dispositions d'exécution y afférentes, de remettre les déchets urbains au service public de collecte et d'élimination des déchets.

² Est réservé l'article 18 (déchets provenant de l'industrie, de l'artisanat et du tertiaire).

Collecte sélective

Art. 7

¹ La commune assure, en vue de leur valorisation, la collecte des déchets suivants compatibles avec les règles de recyclage :

- vieux papiers,
- vieux cartons
- verre,
- ferraille, aluminium et fer blanc,
- textiles,
- huiles usagées et huiles alimentaires
- déchets compostables, et autres déchets désignés par le service spécialisé.

² Ces déchets seront présentés à la collecte ou apportés au poste de collecte selon les prescriptions du service spécialisé.

³ Des collectes sélectives, pour l'ensemble des communes, peuvent être confiées à CELTOR SA avec son accord. (annexe 1)

Compostage

Art. 8

¹ Les déchets compostables de jardin, d'origine domestique ou artisanale peuvent être compostés par leur détenteur.

² La commune encourage et soutient le compostage par des mesures d'accompagnement, tels que des conseils spécifiques à cette activité.

³ Si ces déchets ne sont pas traités de manière conforme par leur détenteur, ils doivent être livrés à l'installation de CELTOR SA, conformément aux instructions de cette dernière et de la commune.

Jours de ramassage

Art. 9

¹ Les déchets compostables sont enlevés périodiquement selon le plan de collecte établi par la commune et CELTOR SA.

² Les contenants et récipients conformes aux spécifications éditées par CELTOR SA, ainsi que les fagots ne seront présentés à la collecte qu'aux jours de ramassage.

³ Le container de 120l. ou 240l. est recommandé, mais ils peuvent être présentés dans d'autres bacs pour autant qu'ils n'excèdent pas 30kg.

Collecte des ordures ménagères

Art. 10

¹ Les ordures ménagères doivent être présentées dans des contenants (sacs officiels CELTOR SA) dont le poids, une fois remplis, ne doit pas excéder 18 kg.

a. Contenants, conteneurs

² Pour les groupes de bâtiments faisant partie d'un même ensemble, pour les bâtiments comptant plus de quatre logements, ainsi que pour les immeubles de l'industrie, de l'artisanat et du tertiaire, le service spécialisé peut prescrire l'utilisation de contenants plus grands (conteneurs de 800l. par ex.).

³ Les conteneurs ou contenants doivent correspondre au standard technique fixé par CELTOR SA et être présentés à des emplacements prévus et accessibles avec les camions de ramassages.

⁴ Au besoin, les communes peuvent décider de l'utilisation de conteneurs (semi-enterrés) de plus grandes capacités (5m³) pour autant qu'ils correspondent aux modèles compatibles avec les équipements des transporteurs engagés par CELTOR SA.

b. Jours de ramassage, présentation

Art. 11

¹ Les ordures ménagères sont enlevées selon le plan de collecte établi par la commune et CELTOR SA.

² Les sacs et contenants ne seront présentés à la collecte qu'aux jours de ramassage.

³ Pour les contenants ou les sacs en grandes quantités, le service spécialisé doit fixer, en collaboration avec CELTOR SA et le transporteur, le lieu de présentation à la collecte; il en va de même pour les biens-fonds, les hameaux et les quartiers isolés ou difficilement accessibles.

c. Déchets exclus de la collecte

Art. 12

¹ Sont exclus de la collecte ordinaire les déchets suivants :

- a) déchets pour lesquels il existe une collecte sélective ou des postes de reprise spéciaux,
- b) déchets liquides, pâteux, fortement détrempés, inflammables, toxiques ou fortement corrosifs,
- c) déchets de chantier,
- d) déchets de boucherie ou d'abattoir, les cadavres d'animaux,

- e) déchets spécifiques provenant de l'activité de l'industrie, de l'artisanat et du tertiaire,
- f) les déchets spéciaux,
- g) les déchets encombrants,
- h) déchets présentés de manière non conforme.

² Les déchets au sens de l'alinéa 1, lettres b à f, seront éliminés par leur détenteur conformément aux prescriptions, en concertation avec le service spécialisé.

Déchets encombrants

a. Définition

Art. 13

¹ Sont considérés comme déchets encombrants, les déchets incinérables et mobiles dans un ménage, pour autant qu'ils ne soient pas collectés de manière sélective au sens de l'article 7, et qu'ils ne puissent pas tenir dans un sac officiel de 110l.. Les déchets suivants en font partie :

- a) objets non métalliques tels que meubles, matelas ou grands objets en matière synthétique ou composite,
- b) grands récipients vides (p. ex. bassines).
- c) objets mentionnés dans la liste CELTOR SA.

² Le poids maximal est d'env. 70 kg, la plus grande longueur de 2.30m.

³ Les déchets spécifiques provenant de l'activité de l'industrie, de l'artisanat et du tertiaire ne sont pas des objets encombrants au sens du présent article.

⁴ Les véhicules hors d'usage, les véhicules et machines agricoles ou de chantier, etc. ne sont pas considérés comme des objets encombrants selon l'art. 16.

b. Jour de ramassage, présentation

Art. 14

¹ Les déchets encombrants sont enlevés selon le plan de collecte établi par la commune et CELTOR SA.

² Les déchets encombrants doivent être présentés à la collecte de façon à ce qu'ils ne perturbent pas la circulation et ne constituent pas une entrave à leur ramassage (les ficeler et prévenir tout risque de blessure).

³ Le service spécialisé peut exclure certains objets de la collecte.

⁴ Les déchets au sens de l'article 12 alinéa 1, lettres b à f seront éliminés par leur détenteur conformément aux prescriptions, en concertation avec le service spécialisé.

2. Déchets de chantier

Art. 15

L'élimination de déchets de chantier se fait en vertu de l'article 14 LD.

3. Objets hors d'usage

Art. 16

L'élimination d'objets hors d'usage (véhicules hors d'usage, pièces détachées de véhicules, de pneus, de machines, d'engins et autres appareils) se fait en vertu de l'article 16 LD.

4. Cadavres d'animaux

Art. 17

¹ Les cadavres d'animaux seront déposés au centre collecteur selon les prescriptions.

² Un propriétaire peut enfouir sur son propre terrain des cadavres d'animaux isolés d'un poids n'excédant pas 5 kilos dans la mesure où l'hygiène et la protection des eaux sont garanties⁵.

³ Dans les autres cas, les prescriptions fédérales et cantonales régissant la lutte contre les épizooties sont applicables.

5. Déchets provenant des entreprises de l'industrie, de l'artisanat, du tertiaire et de la restauration

Art. 18

¹ Les déchets urbains provenant des entreprises de l'industrie, de l'artisanat et du tertiaire seront éliminés selon entente avec le service spécialisé.

² Sont notamment visés, selon le type de déchets et leur quantité :

- la remise des déchets lors de la collecte ordinaire des ordures ménagères;
- l'apport direct des déchets à une installation d'élimination des déchets ou leur remise à une autre entreprise de valorisation,
- les déchets devant être conditionnés dans des conteneurs non compatibles avec les moyens de manutention ordinaire des camions de collectes.
- les déchets organiques de restauration doivent être éliminés séparément d'entente avec les communes et CELTOR SA.

6. Déchets spéciaux

Définition

Art. 19

Sont considérés comme spéciaux les déchets qui, pour être éliminés de manière respectueuse de l'environnement,

⁵ En vertu de l'article 16, alinéa 1, lettre d de l'ordonnance concernant l'élimination des sous-produits animaux (OESPA).

requièrent, en raison de leur composition ou de leurs propriétés physico-chimiques ou biologiques, un ensemble de mesures techniques et organisationnelles particulières⁶.

Obligations du détenteur **Art. 20**

¹ L'élimination des déchets spéciaux incombe à leur détenteur.

² Les transports de déchets spéciaux sont régis par l'ordonnance du 22 juin 2005 sur les mouvements de déchets (OmoD).

Déchèteries/postes de collecte et collectes de déchets en petites quantités

Art. 21

¹ La commune est libre d'exploiter, pour ses propres besoins en collaboration avec d'autres communes ou des entreprises tierces, des déchèteries ou des postes de collecte provenant des ménages.

² La commune organise périodiquement des ramassages pour les déchets spéciaux provenant des ménages (médicaments, produits chimiques, restes de peinture, produits phytosanitaires ou autres produits analogues pour le ménage, le jardinage et les loisirs).

³ Les petites entreprises artisanales sont autorisées à remettre des déchets spéciaux atypiques pour leur branche en quantités analogues à celles d'un ménage.

⁴ La commune informe de manière adéquate la population et les entreprises sur les lieux de collecte et les ramassages, ainsi que sur les postes de reprise des déchets spéciaux provenant des ménages et désignés par le canton (drogueries, pharmacies, commerces spécialisés).

⁵ La commune organise l'élimination dans les règles de l'art des déchets spéciaux collectés par elle.

Séparateurs d'essence et d'huile **Art. 22**

La commune organise la vidange des dépotoirs et des séparateurs d'essence et d'huile utilisés à des fins non professionnelles.

7. Autres déchets

Art. 23

L'élimination des autres déchets, décidée par la commune selon l'art. 7, se fera conformément aux directives fixées par les différents intervenants (conditionnement, lieux de dépôts, règles de tri, etc.).

⁶ cf. ordonnance du DETEC du 18 octobre 2005 concernant les listes pour les mouvements de déchets

III. Autres dispositions

Poubelles publiques

Art. 24

¹ La commune veille à ce que des poubelles soient placées aux endroits très fréquentés, tels que les places, les points de vue et les lieux de détente, et qu'elles soient régulièrement vidées.

² Les poubelles sont destinées à recevoir les détritiques. Elles ne doivent pas servir au dépôt d'ordures ménagères ou d'objets encombrants.

Attribution de tâches

Art. 25

L'organe communal compétent prend les décisions suivantes :

- adhésion de la commune à CELTOR SA.
- conclusion de contrats avec des tiers sur l'organisation pour les déchets qui ne sont pas pris en charge par CELTOR SA.

IV. Financement

1 Principes

Financement de l'élimination des déchets

Art. 26

¹ La commune assure le financement du service public d'élimination des déchets. Elle dispose à cet effet des moyens suivants :

- taxes des usagers,
- prestations de la commune pour l'élimination des déchets produits par ses installations et immeubles,
- prestations de tiers telles que subventions cantonales ou fédérales,
- recettes de la vente des matières valorisables récupérées à la faveur des collectes sélectives (p. ex. verre, papier, métaux).

² Les frais d'acquisition de conteneurs et les autres frais occasionnés par la présentation des déchets en vue de leur collecte sont à la charge des usagers. Les frais afférents à des techniques particulières d'élimination, telles que le compostage à domicile, l'apport direct à des installations d'élimination, l'élimination des déchets spéciaux sans recours aux postes ou services de collecte communaux, sont à la charge du détenteur pour autant qu'aucun autre accord n'ait été conclu.

Principes régissant le calcul des taxes.

Art. 27

Les taxes doivent être déterminées de manière à couvrir les dépenses occasionnées par le fonctionnement du service de collecte, par l'exploitation et l'entretien des installations et équipements d'élimination des déchets, ainsi que le service des intérêts et l'amortissement du capital d'investissement.

2. Tarif des émoluments concernant les déchets

Compétence

Art. 28

Le Conseil communal est compétent pour fixer le tarif des taxes de base concernant les déchets, dans le cadre des fourchettes fixées aux articles 30, 32 et 38 du présent règlement.

I. Ménages

Types de taxe

Art. 29

La taxe de collecte et d'élimination des déchets provenant des ménages privés se compose d'une taxe de base communale et d'une taxe au volume (taxe au sac).

a) Taxe de base

Bases de calcul

Art. 30

¹ Chaque personne verse une taxe de base, qui couvre les frais de collecte et de transport, ainsi que les coûts afférents aux collectes sélectives, pour autant que ceux-ci ne soient pas couverts par la taxe au sac.

² La taxe de base est prélevée une fois par an et calculée, par personne physique adulte dès le 1^{er} janvier de la 21^{ème} année. Ladite taxe de base se calcule au prorata des arrivées, des départs et des décès. Elle se situe entre :

- CHF 60.-- à CHF 150.--

Exonération de l'émolument de base

³ Sont exonérés de l'émolument de base les personnes physiques bénéficiant d'un statut d'étudiant et si le revenu ne dépasse pas CHF 6'000.— brut par année. Ces conditions sont valables sur présentation de la carte d'étudiant et du certificat de salaire. Cette exonération se termine le 31 décembre de la 25^{ème} année.

⁴ Les personnes en séjour sont exonérées de l'émolument de base si elles attestent qu'elles s'acquittent de ladite taxe de base dans une autre commune.

b) Taxe au volume (sac)

Bases de calcul

Art. 31

¹ La taxe au sac est perçue par CELTOR SA. Elle est identique dans toutes les communes affiliées à CELTOR SA ou faisant

partie de la zone d'apport. Son montant est en fonction de la capacité du sac.

² Les taux applicables à la taxe au sac sont arrêtés par l'assemblée générale de CELTOR SA. Ils sont mentionnés dans l'annexe 1 au règlement tarifaire relatif au règlement sur les déchets de CELTOR SA.

II. Entreprises agricoles, artisanales et industrielles

Bases de calcul

Art. 32

¹ Une entreprise agricole, artisanale ou industrielle est soumise au même calcul de base qu'à l'art. 30. Elle est tenue de verser un émolument de base indépendamment du fait que le propriétaire s'acquitte déjà d'un émolument de base à titre individuel.

² L'émolument de base se situe entre :

CHF 100.-- à CHF 400.-- jusqu'à 3 employés,
CHF 200.-- à CHF 800.-- de 4 à 10 employés,
CHF 300.-- à CHF 1'200.-- de 11 à 30 employés,
CHF 400.-- à CHF 1'600.-- de 31 à 50 employés,
CHF 500.-- à CHF 2'000.-- de 51 à 100 employés
CHF 600.-- à CHF 2'400.-- de plus de 101 employés.

³ Les apprentis(es) et stagiaires ne sont pas calculés dans le nombre total des employés.

⁴ La facturation est établie selon le nombre d'employé pris en compte au 31 octobre.

III. Vignettes

Conteneurs

Art. 33

¹ Les conteneurs doivent être munis d'une vignette correspondant à leur volume pour chaque vidage.

² Les taux applicables aux vignettes sont mentionnés dans l'annexe 1 au règlement tarifaire relatif au règlement sur les déchets de CELTOR SA.

IV. Apport direct

Apport

Art. 34

En cas d'apport direct de grandes quantités de déchets à CELTOR SA ou à des entreprises d'élimination des déchets, les frais de transport et les frais d'élimination seront directement acquittés par le remettant.

V. Dispositions communes

Distribution des sacs

Art. 35

¹ La commune charge CELTOR SA de conclure une convention avec une entreprise appropriée. Cette convention porte en particulier sur les éléments suivants :

- distribution, assortiment et mode de marquage des sacs et des vignettes,
- prix de vente,
- remise du produit des taxes et
- indemnisation pour la distribution.

² Les sacs et vignettes de conteneur peuvent être retirés dans les points de vente désignés par la commune.

³ L'entreprise passe des conventions avec les points de vente sur les modalités de commande et de livraison ainsi que sur les conditions de paiement.

Déchets exclus de la collecte

Art. 36

¹ Les sacs poubelles et autres contenant sans marque d'acquiescement de la taxe ne sont pas enlevés par le service de collecte.

² Les conteneurs non munis de vignette, qui ne contiennent pas exclusivement des sacs taxés ne sont pas vidés.

Collectes et postes de collecte

Art. 37

Les déchets qui sont apportés aux postes de collecte de la commune ou qui font l'objet de collectes sélectives (déchets valorisables tels que le verre ou la ferraille) ainsi que les déchets spéciaux provenant des ménages ou des entreprises présentés en petites quantités, ne sont pas soumis à une taxe.

Autres activités soumises à émolument

Art. 38

¹ Un émolument calculé au temps consacré est perçu pour les contrôles donnant lieu à contestation et les prestations spéciales que l'administration communale n'est pas tenue d'exécuter en vertu d'un règlement. Il en va de même concernant les décisions qui sont également soumises à un émolument dont le montant varie selon la charge de travail occasionné. Le tarif horaire est de :

CHF 90.-- à CHF 120.--.

² Les frais d'élimination, les honoraires des experts, les taxes postales et téléphoniques et les autres dépenses de même nature sont facturés en sus.

³ Les émoluments dus pour les prestations spéciales et les contrôles seront versés à la commune dans un délai de 30 jours à compter de la date de facturation.

⁴ Les émoluments dus pour les décisions de la commune sont exigibles dès l'entrée en force d'une décision et doivent être versés dans un délai de 30 jours.

⁵ Après expiration du délai de paiement, un intérêt moratoire est dû; il est calculé au taux pratiqué par la Banque cantonale pour les hypothèques de premier rang.

Obligation des communes **Art. 39**

¹ Le Conseil communal fixera les émoluments de base (en fonction des frais financiers et d'exploitation effectifs) dans les limites du présent règlement.

² Les communes ont l'obligation de reprendre les articles 31, 33 et 36, ainsi que tout autre tarif fixé par l'Assemblée générale des actionnaires de CELTOR SA, afin de garantir l'uniformité de traitement dans le périmètre de l'entreprise.

V. Dispositions finales

Exécution

Art. 40

¹ La procédure visant au rétablissement de l'état conforme aux prescriptions sera mise en œuvre conformément à la loi sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA). La disposition sur les mesures provisionnelles (art. 27 LPJA), en particulier, est applicable.

² S'il s'agit de bâtiments, d'installations ou de mesures tombant sous le coup de la législation sur les constructions, la procédure est régie par l'article 46 LC. Le service spécialisé édicte les décisions.

Voies de droit

Art. 41

¹ Un recours administratif peut être formé par écrit contre une décision d'un organe communal, dans un délai de 30 jours à compter de la notification. Il doit être présenté par écrit et contenir les conclusions et les motifs.

² Pour le reste, sont applicables les dispositions de la loi sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA).

Infractions

Art. 42

¹ Les infractions au présent règlement ainsi qu'aux décisions prises en vertu de celui-ci seront punies par le Conseil communal d'une amende de 5'000 francs au maximum.

² L'application des dispositions pénales cantonales et fédérales est réservée.

Annexe 1 au:
REGLEMENT SUR LES DECHETS

**Les collectes sélectives suivantes, pour l'ensemble des communes du périmètre,
sont organisées par CELTOR SA:**

- 1. Ordures ménagères (OM):**
Selon plan de ramassage CELTOR SA
- 2. Déchets compostables (TV):**
Selon description et plan de ramassage "tournée verte" CELTOR SA
- 3. Déchets encombrants (DEC):**
Selon description et plan de ramassage CELTOR SA
- 4. Papiers:**
Selon description et plan de ramassage CELTOR SA
- 5. Cartons:**
Selon description et plan de ramassage CELTOR SA
- 6. Déchets organiques de restauration (DOR):**
Selon contrat passé entre les détenteurs et CELTOR SA

NB: Les communes du périmètre ont l'obligation de confier à CELTOR SA la collecte des déchets mentionnés sous les points 1, 2, 3 et 6 ci-dessus.

Pour les points 4 et 5, elles en ont l'opportunité mais pas l'obligation.

No de réf :

Rapport du conseil communal

5. Approuver le nouveau Règlement sur les déchets

Lors de la fusion, c'est le règlement des déchets de Bévilard, le plus récent des trois communes, qui avait été retenu par le Comité de fusion pour devenir celui de Valbirse. Ce dernier est donc en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2015. Malgré cela, le Conseil communal a décidé de le revoir complètement car il date de 1993.

La révision a été rendue nécessaire par la mise en œuvre de la tarification. Selon le règlement actuel, les personnes morales étaient taxées sur la base d'unités que la défunte commission des Travaux Publics de Bévilard attribuait aux entreprises selon le volume supposé d'ordures produites. Or ce système était très peu objectif et difficilement extensible à l'ensemble de la commune.

A Malleray, les entreprises achetaient des plombs au secrétariat communal qu'elles devaient attacher à leurs containers de 250, 350 et 800lt faisant office de taxe de base.

Après plusieurs réflexions, le Conseil communal a donc décidé de calculer la taxe de base des entreprises selon le nombre d'employés à temps plein qu'elles emploient et selon une fourchette qu'indique l'art. 32 du nouveau règlement.

Les personnes physiques quant à elles seront taxées dès leur 21ème année hormis les étudiants qui seront exemptés jusqu'à 24 ans.

Le règlement actuel lui-même n'est plus en adéquation avec les tâches que nous déléguons à Celtor SA pour la récolte des déchets via notre statut de membre de cette société.

Celtor a rédigé et validé un règlement type qui règle notamment ce genre de détail. Nous l'avons utilisé comme base tout en lui appliquant quelques modifications mineures.

Le Conseil communal, à l'unanimité, vous recommande d'accepter le nouveau règlement sur les déchets de la commune mixte de Valbirse.

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL